

# Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 7 au 28 mars 2014 > n° 7 • 1,50€



## Travailleurs du dimanche

Artisanat, santé, commerces, tourisme...

Volontaires ou pas, ils sont des milliers concernés par le travail dominical.

# Neudorf, le béton ne prend pas

La construction du projet Bruckhof illustre les nombreuses transformations du quartier. Des changements décrits par certains riverains.



■ La première pierre du programme Bruckhof a été posée en septembre 2011. Par rapport au projet initial, le nombre de logements a doublé.

**A** quelques pas du bout de l'avenue du Rhin, il est encore possible de tomber sur un quartier de maisonnettes EDF. Un charme de petite ville se dégage de ces maisons blanches et bien entretenues, séparées de la rue par de petits jardins. Cinq d'entre elles vont pourtant disparaître. A la place, le promoteur Promogim a prévu un autre décor pour cette ruelle, si typique de Neudorf. Quatre immeubles de trois ou quatre étages s'élèveront bientôt là, pour accueillir 86 nouveaux logements.

Non loin de là, près de l'arrêt Aristide-Briand, le programme Bruckhof, quasiment achevé, concentre les critiques. Dans le cadre du projet Deux-Rives, la mairie a fait construire, sur le site de l'ex-dépôt CTS, 657 logements. Lancé par l'ancienne maire, Fabienne Keller (UMP), le projet prévoyait seulement 320 logements mais la municipalité socialiste a préféré augmenter la hauteur des bâtiments. « On a rajouté trois ou quatre étages. Au départ, il y avait de la verdure, des terrasses, tout a été supprimé, explique Clarisse Siefert, présidente de l'association Pour Neudorf. On entasse des gens en faisant des erreurs semblables à ce qu'on a commis dans des quartiers qu'on est en train de détruire, à HautePierre, à Neuuhof, à la Meinau. »

## Un quartier transformé

Le secteur oriental de Neudorf, en particulier, connaît une densification urbaine à grande vitesse : autour du Bruckhof, un hôtel Ibis, un complexe sportif et d'autres

immeubles d'habitation feront bientôt partie du décor. Les nouveaux habitants ne s'indignent pas de cette reconfiguration du quartier. Kehl, et ses commerces, sont proches. Ils se plaignent avant tout du manque de transports en commun. « Les tram et bus sont bondés » selon Laurence, arrivée il y a un an et demi. « Le tram jusqu'à Kehl, ce serait magnifique », renchérit Pascal qui devrait voir son vœu exaucé d'ici 2016 avec l'extension du tram D. L'inquiétude est plus grande chez les habitants de longue date de Neudorf. « Ce qui était attrayant à Neudorf, c'était des tas de petites maisons. Et depuis quatre, cinq ans, tout est littéralement bouffé par des immeubles. » C'est le sentiment de Clarisse Siefert qui refuse que son quartier devienne une cité dortoir.

## « L'âme de Neudorf se perd »

Longtemps situé en-dehors de la ville, Neudorf, littéralement le « nouveau village », ne s'urbanise que dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit alors que de maisons et de petits immeubles. Il faut attendre les années 1920 pour que des grands ensembles et des bâtiments plus imposants apparaissent. Une histoire qui a évité au quartier toute uniformité architecturale : « C'était Neudorf village ». « Avant, tu pouvais vivre et mourir dans le quartier sans jamais le quitter, comme dans un arrondissement parisien, c'était une vie de petite ville », ajoute la présidente de Pour Neudorf. Michel, un habitant, ne reconnaît plus le quartier qui l'avait séduit il y a vingt ans : « J'attends que mon fils ait fini sa scolarité ici et je vais déménager ».

Alexis Boyer

Raphaële Taquard

## Un terrain de di

Ecoquartier de la mairie contre agroqu  
fait encore l'objet de débats. Les riverai

Il faut défendre un esprit villageois pour la Robertsau, estime Régis\*, retraité. Sinon, on va finir comme à HautePierre. » Le projet municipal d'urbaniser la zone en lisière de la forêt de la Robertsau ne convainc pas ce riverain. « Ici, on n'est pas dans la ville, normalement », ajoute un couple d'expatriés italiens. La mairie prévoit de construire entre les rues Mélanie et Kempf un ensemble d'immeubles d'habitation, non loin du château de Pourtalès. Un écoquartier de 900 à 1000 logements au total, sur une surface de 30 ha. Beaucoup trop pour les habitants. « Je ne comprends pas qu'on veuille urbaniser !, s'exclame un riverain. On est venu ici pour le calme et la zone verte et ils vont construire sur un des seuls endroits de la Robertsau où on a de l'espace. »

Consulté, le conseil de quartier a répondu en novembre

# Le bus G branche la Cité nucléaire

*Les habitants de Cronenbourg plébiscitent la nouvelle ligne, ouverte en novembre. L'attractivité du quartier est aussi renforcée.*



© Raphaële Taquard/Cuej

■ Le BHNS dessert deux arrêts dans la Cité nucléaire de Cronenbourg : Lavoisier (ci-dessus) et Arago.

**8** h30, à l'arrêt Lavoisier de Cronenbourg, une vingtaine d'habitants de la Cité nucléaire guette l'arrivée du nouveau BHNS (Bus à haut niveau de service). Sept minutes, c'est le temps qu'ils mettront pour se rendre à la Gare centrale de Strasbourg. Les usagers sont unanimes : la mise en place du bus G depuis le 30 novembre 2013 a un effet positif sur le quotidien. « Je peux déposer mon fils et aller au centre-ville en quelques minutes », se réjouit Celita, mère de famille. Question horaire, le pari est tenu pour la CTS qui expérimente encore ce nouveau type de transport, à mi-chemin entre le bus et le tram.

**15 min** c'est le temps de trajet total entre la Gare centrale et l'Espace européen de l'entreprise.

Chaque jour, ce bus transporte 6 à 7000 passagers. Seule zone d'ombre, la baisse de fréquence du bus 19 qui fait le lien entre le quartier de Cronenbourg et la Rotonde. Lors de la mise en service du BHNS, la CTS avait décidé de supprimer la ligne 19. Aujourd'hui rétablie, mais avec une moindre fréquence, elle suscite toujours autant l'inquiétude. « Depuis que le 19 passe moins, certains coins de la cité sont plus enclavés qu'avant », regrette Alexis, un trentenaire vivant dans le quartier.

## Attractivité renforcée pour le quartier

Toutefois, la rapidité du BHNS renforce petit à petit l'attractivité du quartier. « La Cité m'a attirée parce que l'on peut aller à la gare en cinq minutes et on évite les embouteillages », confie Eglantina, une étudiante bordelaise venue à Strasbourg pour son master. Les adhérents du centre socio-culturel Victor-Schoelcher, à l'entrée de la Cité nucléaire profitent également de cette nouvelle accessibilité. « Je compte m'inscrire à la rentrée 2014 au cours d'aïkido. Avec le bus, ce sera plus facile », s'enthousiasme une habitante du centre-ville. Elle n'est pas la seule à changer ses habitudes. 40% des adhérents externes privilégient désormais le bus à la voiture pour se rendre à leurs cours.

En revanche, Jérôme Diamomékia, directeur adjoint du centre socio-culturel affirme que la trajectoire du bus G « est seulement intéressante pour les habitants de la Cité, mais pas pour tout Cronenbourg ». Selon lui, le manque de transports se fait encore ressentir : « Les habitants auraient préféré voir le tram s'installer dans le quartier. »

Raphaële Taquard

# score de à la Robertsau

*Le quartier du conseil de la Robertsau : l'avenir du terrain entre les rues Mélanie et Kempf, eux, défendent leur « esprit villageois ».*

par un contre-projet d'agroquartier, toujours en cours d'examen par la municipalité. Porté par l'ADIR (Association de défense des intérêts de la Robertsau), le projet prévoit une opération immobilière réduite à 400 logements « maximum » et l'ajout de vergers, ainsi que de potagers qui seraient vendus avec les appartements. « La ville, ce n'est pas un musée, mais il faut une extension raisonnable », estime René Hampé, membre de l'ADIR. Des services partagés, comme une laverie commune, seraient également mis en place. « Nous voulons faire émerger une éthique de quartier, partagée par les habitants, complète-t-il. Dans ce quartier, on pourra vivre, s'approvisionner, se divertir. »



© Florian Litzler/Cuej

Nombre de riverains n'ont pas entendu parler du projet de l'ADIR, les autres restent dubitatifs. « On est très content du quartier tel qu'il est, on est venu ici pour le calme et la zone verte ; ils veulent créer des bâtiments alors qu'il y en a déjà plein, estime cet autre habitant du quartier, installé depuis une trentaine d'années. Écovillage, agroquartier, ça ne veut rien dire. » « Ça peut être une bonne idée mais utopiste, pense Ghislaine\*, riveraine d'une soixantaine d'années. C'est un peu collectiviste, ça me rappelle le kibboutz. »

Alexis Boyer

\*les prénoms ont été modifiés

# Grande école pour petite élite

*A la Robertsau, l'établissement réservé aux enfants de fonctionnaires européens s'offre de nouveaux locaux dignes de son standing.*

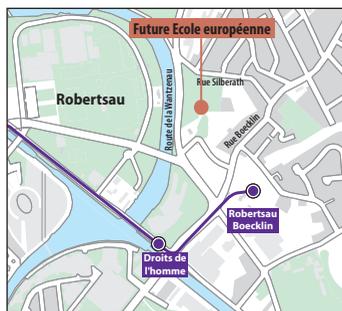


© Myriam Déborbe / Cuej

**C'**est dommage, il y avait un petit bois, j'allais chercher mes girolles, il y avait même des animaux », regrette un riverain du 2 route de la Wantzenau, à Strasbourg. Depuis décembre, les grues ont envahi le site qui accueillera l'École européenne. 1200 élèves sont attendus à la rentrée 2015.

Tenues en octobre 2012, des réunions de concertation entre représentants de l'école, de la mairie et des associations de riverains font émerger des crispations au sujet de la circulation autour de l'école. Point de tension : l'étroite rue Silberath qui serait rapidement saturée si elle servait à la desserte des enfants. La réalisation d'une nouvelle rue a donc été proposée par la mairie. L'aménagement de cette voie, à hauteur de trois millions d'euros payé par la Ville, a commencé. Parallèle à la rue Silberath, elle reliera la route de la Wantzenau à la rue Boecklin. Cette école s'inscrit dans la dynamique d'une ville qui entend être

**Les travaux de construction de la future École européenne ont débuté en décembre dernier.**



© Florian Litzler/Cuej

## 34,1

C'est en millions d'euros, le coût estimé des bâtiments, dont la moitié financée par la Ville

un carrefour européen. Installée à Strasbourg depuis 2008, elle représente un atout dans sa rivalité avec Bruxelles. Les moyens mis en œuvre sont à la hauteur des ambitions : les bâtiments sont estimés à 34,1 millions d'euros, financés pour moitié par la Ville, le reste partagé entre le Département du Bas-Rhin et la Région Alsace. Ils seront érigés sur un terrain d'une valeur de cinq millions d'euros.

Si les polémiques autour de l'implantation sont aujourd'hui calmées, la différence de traitement vis-à-vis des autres établissements scolaires pose encore problème : « Cette école, financée par des fonds publics, est réservée aux enfants de fonctionnaires européens

et de diplomates. C'est un beau projet, on aurait aimé qu'il y ait autant d'argent pour les autres enfants », confie Jacques Gratecos, président de l'association pour la défense des intérêts de la Robertsau (ADIR).

Ce n'est pas le premier projet immobilier de l'École européenne. Au moment de son implantation provisoire boulevard d'Anvers, la Ville a investi dans la construction de plusieurs bâtiments. Construit en 2008, un premier édifice destiné à la maternelle s'est vu ajouter un étage l'année suivante. Enfin, en 2012, le préfabriqué « Galliléo » (coût : deux millions d'euros) prend place à côté de l'école.

### Victime de son succès

L'École européenne déménage pour des raisons d'espace : « On va passer d'un peu plus de 800 élèves à 1200 et on va encore manquer de place », explique Albert Lickel, conseiller principal d'éducation de l'école. Elle est victime de son succès et refuse des inscriptions : à la rentrée dernière, seulement trois places sur 24 se sont libérées dans la section francophone en maternelle. Les sections anglophone et germanophone sont au complet. Les enfants qui n'obtiennent pas de place se reportent sur d'autres établissements, au collège international de l'Esplanade ou au lycée international des Pontonniers. Quant aux actuels locaux boulevard d'Anvers, leur avenir reste incertain. Selon Christophe Rauscher, directeur adjoint pour le cycle secondaire, ils reviendront à terme à une autre école.

**Myriam Déborbe**

### Equipements sportifs réhabilités

Un pôle sportif pluridisciplinaire est prévu pour 2017 en face de l'École européenne. Il s'agit de réhabiliter des équipements existants. Fréquenté par douze associations, il accueillera également le gymnase de l'école. Dans l'intervalle, les enfants utiliseront les locaux d'autres groupes scolaires pour l'EPS.

# Les colériques en quête de visibilité

Deux mois après la manifestation parisienne, les adeptes de Jour de colère mobilisent leurs forces locales. Le 5 avril, ils comptent battre le pavé.

Le 26 janvier, entre 30 et 50 Alsaciens se seraient déplacés à Paris pour Jour de colère. Le 5 avril, les colériques se réuniront à Strasbourg. D'après les coordinateurs locaux, il s'agit « pour la majorité de jeunes et aucun ne se revendique d'un parti, quel qu'il soit ». Pourtant, certains groupes s'organisent. Parmi eux, des membres d'Alsace nationaliste (AN). Pétainistes, « racistes », partisans d'une « France blanche souveraine », une trentaine de militants seraient actifs. Pour la plupart, ils sont issus des Jeunesses nationalistes, organisation dissoute par Manuel Valls en 2013. Une vingtaine aurait défilé à Paris, derrière la banderole des Caryatides, femmes qui défendent « la France, la famille et l'enfance ». Dans cette partie du cortège, le slogan « Juifs, hors de France » a été scandé.

AN a aussi participé à la Manif pour tous, embarrassant ses organisateurs et son représentant bas-rhinois Arnaud Markert. Si celui-ci ne soutient pas Jour de colère, il a relayé via Facebook l'appel d'un militant d'AN organisant un transport à Paris le 26 janvier. « Je ne savais même pas que cette organisation existait », se défend-il. Au sujet du 5 avril, il déclare : « Je ferai un appel à ne pas y aller. Si un militant y participe, il ne sera plus militant, si c'est un cadre, il sera viré. »

## Un antisémitisme ambigu

Le collectif Hollande démission sera présent à la manifestation strasbourgeoise de Jour de colère. Ces jeunes de 18-19 ans débutent en politique. Le leader national David Van Hemelryck, polytechnicien de 33 ans, était dans la capitale alsacienne, le 30 janvier, lors de la visite du président de la République. Ici, une « quarantaine de personnes » gravite autour de lui, selon Roland, un membre actif. « On est beaucoup de l'UNI, de la Manif pour tous. C'est plus des copains cathos. Je dirais qu'il y a des gens du FN, deux ou

trois personnes », ajoute-t-il. A propos du sionisme, il déplore « le fait qu'on ait donné un Etat aux Juifs et qu'en fait, derrière les crimes nazis, ils cachent ceux qu'ils font aux Palestiniens. »

Une idée partagée par les admirateurs de Dieudonné. Certains ne participeront pas à la manifestation du 5 avril, refusant de se mêler à des partisans de l'extrême droite. D'autres en revanche, comme Cédric, 35 ans, seront présents. Il déclare : « J'ai voté toute ma vie à gauche. J'ai commencé par Besancenot, puis Mélenchon et Hollande. Aujourd'hui je vote FN. » Il est « antisioniste, anti-franc-maçons, et contre le mariage gay ». Le 26 janvier, à Paris, il a crié « Journalistes collabos ». Les propos antisémites l'ont « attristé ». Il ajoute : « Je n'ai rien contre les Juifs. Il y avait des fachos, des racistes. Moi j'étais dans le cortège « Liberté d'expression ». Le côté « black blanc beur » m'a plu. Je ne me sens pas proche des fachos et pourtant on vote la même chose. »

## Réactions mitigées au FN

Des thèmes présents dans les propos de Guillaume de Hazel de Gail, 25 ans, d'origine ivoirienne. Il soutient le FN, se déclare « anti-raciste », royaliste, fan de Dieudonné, admirateur du négationniste Robert Faurisson. « Partisan entier du coup de force », il aime se référer aux ligues du 6 février 1934. Il est proche des Croix de feu et de l'Action française. Sa vision de l'histoire est éloignée des manuels scolaires : « Les chambres à gaz ? Ça me paraissait difficilement réalisable à l'époque, mais peut-être, je ne sais pas. Pétain a été un résistant autant que possible. »

Unaniment condamné à gauche, Jour de colère suscite des réactions mitigées à droite. Au sein du mouvement de Marine Le Pen, une fracture a vu le jour entre les « modérés » et les radicaux. Aux municipales, la liste de Jean-Luc Schaffhauser illustre ce clivage. Certains la jugent



© Maud Lescoffit/Cuej

David Van Hemelryck, chef du collectif Hollande démission, le 30 janvier, lors de la visite du président de la République à Strasbourg.

trop proche d'Alsace d'abord. Mais Jacques Cordonnier, président de ce parti identitaire, ne soutient pas les colériques. C'est aussi le cas de Flavien Suck, président du Front national de la jeunesse du Bas-Rhin (FNJ). Il considère que certains « ont encore des idées totalement fascistes au FN », s'est retiré de la liste Schaffhauser et pense à quitter le parti. Pour Pascale Elles, secrétaire départementale du FN, cette manifestation est « récupérée par des anti-républicains ».

La droite classique se fait discrète. La colère doit « s'exprimer » selon François Loos, candidat UDI aux municipales. Il s'inquiète de possibles « débordements » mais ne sait pas « ce qu'il y a comme revendications ». Concernant la violence de certains propos tenus à Paris, il répond : « Ce n'est pas très sympa tout ça. On n'a pas le droit non plus de faire la promotion du racisme. » Fabienne Keller (UMP), qui a voté pour le mariage homosexuel, n'a pas souhaité s'exprimer. La candidate considère qu'il ne s'agit pas d'un sujet municipal. Frédéric Huss, l'un des responsables départementaux de l'UMP, déclare : « Nous n'avons pas de position particulière, localement, à propos de Jour de colère. Chaque adhérent est libre de faire ce qu'il veut, mais s'il sort du cadre légal, on condamne. »

Maud Lescoffit  
Gabriel Pernet

## Jour de colère

Collectif créé à l'initiative du Printemps français, émergence radicalisée de la Manif pour tous. Il fédère une cinquantaine de mouvements autour du ras-le-bol fiscal, de la « théorie du genre », de l'« antisémitisme ». Une revendication : la démission de François Hollande.

1. Union nationale inter-universitaire.

# Un café aux arômes solidaires

Apparu il y a moins d'un an en France, le concept de « café suspendu » prend ses marques. Le principe : offrir une consommation à un inconnu.



© Amanda Breuer Rivera / Cuij

**P**eu après l'affluence de midi, la porte du restaurant s'ouvre timidement. Un homme barbu, la quarantaine, entre discrètement et se dirige vers le comptoir. Vêtu d'un pull, d'un jean's et d'une doudoune, son apparence est des plus anodines. Il demande s'il peut avoir un repas gratuit « comme sur l'ardoise » et s'installe au fond de la salle, loin des regards. « Je n'ai pas envie qu'on m'entende demander un repas gratuit, ça me gêne », confie-t-il. Il n'en dira pas plus, souhaitant juste qu'on le laisse profiter de son repas chaud tranquillement. Il ne s'attardera pas et quittera le bar après un bref « merci beaucoup » à la serveuse.

Repas, cafés « suspendus » ou baguettes « en attente », la solidarité se veut inventive. A Strasbourg, Maxence Kilinc, gérant du restaurant Tapas Toro, est le premier à s'être lancé dans l'aventure. Depuis début décembre, le concept marche bien : « Dès le premier mois, on avait une quarantaine de cafés en attente », explique-t-il.

Penser aux gens dans le besoin ne se limite pas aux seuls SDF. Etudiants, personnes seules, retraités à faibles revenus sont les bienvenus. « Le but est de dire : on pense à vous », rappelle le gérant. Mais comment savoir qui est dans le besoin ? Aucun contrôle n'est effectué auprès des clients pour savoir qui « mérite » un café gratuit. Maxence Kilinc, lui, ne se voit pas apprécier la solvabilité de ses visiteurs. Le plus important reste « de créer un climat de confiance, de

■ **Plus d'une quarantaine de cafés suspendus attendent leurs clients au Tapas Toro de Strasbourg.**

partage », confie le patron du bar à tapas. Pas seulement offrir mais aussi partager donc. L'ambiance est chaleureuse. Dans l'idéal, « on s'assoit au bar, on discute avec les autres clients, tout simplement. Un SDF a trouvé du travail comme ça. » Surgissent des gestes de pure générosité : « L'autre jour, une dame est venue et a payé pour 10 euros de cafés suspendus », raconte-t-il.

## Pas de règles mais des initiatives personnelles

Encore confidentielle, la communication autour de cette initiative se fait sur internet, notamment via Facebook, « pour les jeunes justement », précise Maxence Kilinc. Le bouche-à-oreilles joue quant à lui un rôle considérable dans la diffusion de ce phénomène. Pour un client du restaurant, le concept mérite qu'on s'y intéresse : « Moi j'aimerais qu'on m'offre un café si j'étais dans cette situation ». Le principe ne s'applique qu'aux cafés. Le gérant ne souhaite pas que « cela devienne une aide sociale. Ce n'est pas le but que je recherche ». Il envisage par ailleurs de lancer « la boisson fraîche suspendue » dès cet été, afin de faire perdurer l'initiative.

Chez Bistrot et chocolat, le concept des cafés et repas en attente « fait partie de nos valeurs », confie Yoann Abitbol, gérant du restaurant. Actuellement, huit plats sont en attente ainsi qu'une cinquantaine de cafés. Quand il y a trop de cafés, il prend sur lui de les passer en repas : « Six cafés

peuvent se transformer en un plat », raconte Yoann Abitbol. Ici, il n'y a pas de règle. Le client peut choisir de laisser son ticket pour un café ou l'offrir à qui il veut. Le gérant se réserve par ailleurs le droit de refuser des clients jugés « trop en dehors des codes de la société » et d'ajouter : « Je ne souhaite pas que mon restaurant dérive en resto du cœur. »

Maryse, cliente, ne connaissait pas le principe. Trouvant l'initiative noble, elle reste prudente : « A voir si les gens n'en profitent pas ». Car l'effet pervers est que certains abusent du système au détriment d'autres.

Au sein de la CUS, cinq boulangeries proposent actuellement des « baguettes en attente ». A l'entrée ou sur le comptoir, une ardoise indique aux clients le nombre de baguettes mises de côté.

### Plus simple de donner que de chercher

Pour commencer, « de nous même, nous avons mis cinq baguettes en attente », raconte Giovanni Guertieri, boulanger au Délice à l'ancienne. « Le concept me touchait », confesse-t-il. Cette boulangerie de Bischheim propose également des cafés suspendus : « On possède une machine, autant en profiter ».

Le concept n'est pas connu de tous. « On me demande souvent en quoi ça consiste », rappelle Giovanni Guertieri. « Certains ont vaguement entendu parler des cafés ». Pour ce boulanger, au vu de la situation actuelle, l'initiative ne peut que se développer.

Un client sur trois participerait à l'opération. Claudia, vendeuse Au Pain de mon grand-père, constate qu'il est plus simple pour les clients de donner que de venir chercher. Un sentiment partagé par les autres boulangeries. « Dans leur grande majorité, les gens n'osent pas », déclare Claudia. Le soir, les invendus ainsi que les baguettes en attente non donnés sont récupérés par des associations.

Gérald Moller, boulanger des Petits pétrins explique : « Si un client vient et qu'il n'y a plus de pain, on lui donne autre chose. » D'autres produits peuvent être mis en attente, à l'initiative des clients. Ce ne sont pas forcément les plus aisés qui donnent : « Les gens qui ont connu la galère, qui pourraient la connaître se sentent plus concernés », poursuit-il.

Ce concept de solidarité plaît à Jacques, la trentaine. Jongleur de rue, non loin de la boulangerie de Gérald Moller. Il bénéficie parfois des invendus. « Je trouve que c'est un bon système de solidarité à petite échelle. C'est cool si ça marche. »

Avec 40 à 45 cafés suspendus par mois, 5 à 8 baguettes en attente par semaine, le concept semble lancé. Le bouche-à-oreilles fonctionne. Une nouvelle clientèle n'est pas en train de voir le jour pour autant. Les « donateurs » sont déjà clients. Le public visé, lui, n'est pas forcément au courant de l'opération et, de plus, n'ose pas venir « réclamer ». Reste à savoir si l'initiative n'est pas qu'un simple phénomène de mode.

Hélène Deplanque

### Tapas Toro

8 rue du Faubourg National, Strasbourg

### Bistrot et Chocolat

8 rue de la Râpe, Strasbourg

### Au Délice à l'ancienne

17 rue de la Roberstau, Bischheim

### Au Pain de mon grand-père

58 rue de la Krutenau, Strasbourg

215 route de Mittelhausbergen, Strasbourg

2 rue des Pompiers, Schiltigheim

### Les Petits pétrins

27 rue Finkmatt, Strasbourg

## « Quand j'ai bu, je suis capable de faire ce genre de choses »

*Les affaires liées à l'alcool occupent une part importante aux audiences de février du tribunal correctionnel de Strasbourg.*

Tous unis dans la bibine ! Le premier prévenu à s'avancer à la barre ce 11 février est Franck S., 32 ans, vendeur dans un magasin de liqueurs. Ivre, il a pris le volant et provoqué un accident à Rottelsheim. « J'avais bu du punch mais je me sentais apte », déclare-t-il au président du tribunal qui enrage. « Mais comment pouviez-vous vous sentir apte alors que vous aviez 1,58g d'alcool dans le sang ! ». Penaud, le prévenu se risque à une réponse. « Je sais, mais je voulais regarder le match de foot. » Il n'aurait pas dû. Le juge le condamne à quatre mois avec sursis et il écope d'une suspension de permis de neuf mois assortie de 300 euros d'amende.

Quelques heures plus tard, Jean O., 46 ans, 18 condamnations à son actif, comparait pour menaces de mort et port d'arme de catégorie B. En octobre 2013 à Haguenau, Jean O., passablement saoul, a la grande idée de jeter une jardinière dans la fenêtre d'un « ami », absent de son domicile. Un voisin l'interpelle. Dès lors, Jean. O. se déchaîne : « Je vais te crever », « Descends pour voir, tu es mort. » Contrôlé par la police, il affiche 1,96g d'alcool dans le sang. Honnête, il reste lucide sur sa condition. « Je ne me souviens de rien mais quand j'ai bu, je suis capable de faire ce genre de choses. » Il sera finalement condamné à quatre mois ferme.

Le lendemain, Hamza I., 37 ans, arrive en comparution immédiate, menottes aux poignets. La plupart de ses condamnations sont également liées à une surconsommation d'alcool. Interpellé à Strasbourg en décembre dernier pour avoir grillé un feu rouge, les policiers remarquent son haleine chargée. Une fois au poste, tout dégénère. « Je vais vous retrouver, je vais prendre de la coke et je vais vous éclater », hurle-t-il aux agents qui le prennent en charge. Le vice-procureur note l'échec de toutes les mesures de réinsertion. Le président du tribunal le condamne à un an d'emprisonnement ferme et précise que compte tenu de son pedigree, il aurait pu écoper de six ans. Enfin, un petit monsieur se présente à la barre. Vouté, émâcié, René F. fonctionnaire de police à la retraite est accusé de délit de fuite après avoir accroché un véhicule à Eschau en juillet 2013. Le procureur le soupçonne de conduite sous l'emprise de l'alcool et abat son courroux. « Vous êtes un fiéffé menteur ! » s'exclame-t-il. Il sera condamné à 6 mois avec sursis assortis de 2 ans de suspension de permis.

Mark Ionesco



■ Barque todjivu évoquant l'esclavage.

## Des esprits bénins

C'est une religion, une spiritualité qui comporte différents degrés d'adhésion », décrit Bernard Müller, 48 ans. Cet anthropologue d'origine allemande dirige le musée « Vodou » de Strasbourg, ouvert en janvier. Ce lieu est consacré à cette croyance monothéiste née dans la deuxième partie du XVII<sup>e</sup> siècle dans la région du Bénin, en Afrique de l'ouest. Cette religion compte aujourd'hui encore quelque 50 millions d'adeptes.

Pour les pratiquants du vaudou, cette croyance représente une philosophie, une tradition, des rites, un art de vivre. « Il y a des gens qui font partie de cet univers sans être initiés. Mais il y a aussi des initiés et des prêtres. Tout est situé dans une hiérarchie », souligne le directeur.

Le premier musée consacré au vaudou africain en France s'est installé dans un ancien château d'eau, rue de Koenigshoffen,

près de la gare. 220 objets liés à cette religion sont exposés. En tout, la collection compte un millier de fétiches. Ces objets sacrés servent à différentes pratiques : divination, culte des ancêtres, sorcellerie et cérémonies liées aux étapes de la vie (naissance, mariage, initiation, mort).

Ils proviennent d'un don privé d'Anne-Luce et Marc Arbogast, les anciens dirigeants des brasseries Fischer et Adelshoffen de Schiltigheim. Le couple a constitué cette collection à partir des années 1950. « Marc Arbogast a acheté plusieurs objets en Afrique. Mais il a aussi acquis des œuvres auprès d'autres collectionneurs », relate Bernard Müller.

Aujourd'hui, les Arbogast partagent leurs trésors. L'ambiance mystérieuse du château d'eau valorise la collection et fait voyager, initiés et non-initiés, aux tréfonds du vaudou.

**Texte et photos : Neyran Elden**



■ Sculpture représentant le dieu crocodile Atchakpa.



■ Masque-représentant le gardien de la nuit Zangbéto.



■ Statuette de la déesse Mami Wata et son mari Densou.



■ Masques-costumes guèlèdè.

# Travail dominical : au boul

*Tradition et législation spécifiques à la région freinent la croissance du dimanche. Cependant, dans de nombreux secteurs, ce jour n'est pas synonyme de repos.*



© Amanda Breuer Rivera / Cuej

**L**e dimanche c'est le repos, la famille et l'Apfelstrudel à 17h, après la balade... », commente Pascal Muta. Difficile pour ce père de deux enfants, de renoncer à sa balade dominicale dans la Petite-France.

Tous n'ont pas la chance de pouvoir se reposer ce jour-là. Mais on travaille moins dans la CUS le dimanche que dans le reste de la France. Ici, le pourcentage de personnes concernées par le travail dominical est de 15 à 20% de la population active. En 2011, la Dares (Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques) estimait qu'environ 29% de la population active française pouvait travailler le dimanche.

Plusieurs raisons expliquent cette différence. L'industrie mécanique, grande pourvoyeuse d'emplois le dimanche, est peu présente dans la CUS. En ce qui concerne la législation, le droit local alsacien et mosellan établit des conditions restrictives (voir encadré).

Cependant, de nombreuses dérogations ont été accordées pour les 6000 commerces de la CUS. Roland Ries, maire PS de Strasbourg, a signé en juin

2013 un arrêté qui permet l'ouverture des supérettes le dimanche matin. Une couche de plus dans un imbroglio réglementaire. Les tabacs-presse ne sont supposés ouvrir que pour une durée de six heures. Les confiseries, elles, ont le droit de lever le rideau entre 9h et 13h, et, seulement si les produits sont fabriqués sur place, de 15h à 18h.

## Le pain vraiment quotidien

Les boulangeries ont le droit d'ouvrir le dimanche, de 7h à midi, à condition qu'il soit suivi de plusieurs jours chômés pour celui qui a travaillé (souvent le lundi et le mardi). Dans les faits, nombre de boulangeries restent fermées. D'autres font le choix d'ouvrir sans pour autant fermer en début de semaine.

« Pour moi c'est logique, le pain ça se mange frais et je ne peux pas laisser mes clients sans rien le dimanche ! », martèle Fabien Fenech, boulanger des Douceurs de St-Guillaume sur le quai des Pêcheurs. « Dans le quartier, on s'accorde entre toutes les boulangeries sur nos jours de vacances et de congés pour que nos clients puissent trouver du pain sans avoir à faire plusieurs kilomètres. »

■ **Sur la terrasse de La maison Kammerzell, le service ne s'arrête pas le dimanche.**

Pour ce boulanger, ouvrir le dimanche est en plus une opération très rentable : « En ouvrant une matinée, on gagne l'équivalent d'une journée de travail. »

Le changement est sensible par rapport au passé. Une retraitée se souvient : « Il y avait beaucoup moins de boulangeries ouvertes il y a quelques années. On les trouvait seulement à la campagne ». Revers de la médaille, « aujourd'hui, il y a trop de boulangeries qui sont ouvertes le dimanche. De plus, la Cora en face de chez nous accueille aussi des clients, ça nous fait beaucoup de concurrence », s'inquiète Maher Guizani, un des propriétaires de la boulangerie La Gourmande.

## 1919

L'Alsace conserve le droit allemand. Le travail dominical est interdit.

## 1936

Dérogation municipale à Strasbourg pour que certains commerces puissent ouvrir le dimanche matin.

## 2014

Le 6 janvier, accord entre les syndicats de salariés, patronaux et l'Etat. Le travail dominical doit être basé sur le volontariat. Les heures travaillées doivent être majorées à 150% et le salarié doit bénéficier d'un repos compensateur.

## Fleuristes revendicatifs

Les fleuristes de Strasbourg peuvent travailler trois heures, sauf place de l'Hôpital où l'ouverture est aussi autorisée de 14h à 16h. Dans le reste de la CUS, l'ouverture est possible pendant deux heures le matin et huit heures le dimanche précédant la Toussaint. Pascale, fleuriste depuis sept ans au Bar des plantes, dans la Petite-France, ouvre un dimanche sur deux : « Le dimanche ici, c'est une catastrophe. Beaucoup de touristes qui me disent qu'il n'y a pas de vie ». Etonnés par le vide des rues, certains lui demandent s'il n'y a pas eu une alerte.

## Restauration à la carte

Dans la restauration et l'hôtellerie, le code du travail autorise l'activité le dimanche. Depuis 15 ans, Guillaume Goulin, 31 ans, est serveur au restaurant Au Gutenberg, au centre-ville de Strasbourg. Le jeune homme travaille une cinquantaine de dimanche par an « parce que c'est la contrainte du métier ». Son week-end est en milieu de semaine, le mercredi et le jeudi. Il en a l'habitude : « Le plus embêtant, c'est de vivre en décalage avec tout le monde, les amis, la famille ». En période creuse, le

## Article 3134-2 du Code du Travail

Spécifique aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, cet article interdit l'emploi de salariés dans les entreprises industrielles, commerciales ou artisanales les dimanches et jours fériés, sauf dérogations prévues par la loi.

# ot mais pas trop

dimanche, il est seul en salle, de 9h à 23h : « C'est calme, une personne suffit ». Au Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg (Mamcs), le restaurant l'artcafé propose un brunch dominical à succès. « C'est la journée où notre chiffre d'affaires est le plus fort, on fait 130 couverts en hiver et 150 en été », se félicite Josiane Walter, une serveuse. L'ensemble de l'équipe est alors mobilisé, « probablement parce que d'autres restaurants à Strasbourg sont fermés », complète-t-elle.

## Pas de repos pour la culture

Les cinémas, les théâtres et les espaces culturels, sont ouverts selon la programmation. Tout le personnel est susceptible de travailler ce jour-là, ce qui représente près de 400 personnes sur l'ensemble de la CUS. Au Théâtre national de Strasbourg, ce ne sont pas moins de cent employés qui peuvent être mobilisés. A l'Opéra national du Rhin, entre 100 et 150 personnes sont concernées. Les plus petites structures comme le Hall des chars, le Pôle Sud tournent avec trois à six personnes par dimanche. Certaines salles sont, elles, fermées. C'est le cas pour le Point d'Eau à Ostwald - en travaux - le Camionneur, le Cercle à Bischheim ou encore l'espace culturel Django Reinhardt.

Les bibliothèques, quant à elles, n'ouvrent pas leurs portes le dimanche. Une pétition nationale a été lancée sur internet afin qu'au moins une d'entre elles soit ouverte ce jour-là dans chaque grande ville. Elle n'a, pour l'instant, recueilli qu'une centaine de signatures.

## La santé de garde

Les professionnels de la santé sont amenés à travailler le dimanche, c'est d'ailleurs très souvent spécifié dans leurs contrats de travail. Dans les hôpitaux de Strasbourg, près de la moitié des effectifs est mobilisée, soit environ 5700 personnes.

En ce qui concerne les libéraux comme les médecins, ils ont l'obligation de s'inscrire sur une liste de garde. Chaque dimanche dans la CUS, une dizaine de

pharmacies et une centaine de médecins sont concernés. Ainsi, Sophie Reich, 43 ans, qui possède sa pharmacie à Strasbourg depuis trois ans, assure des gardes le dimanche deux fois par an, comme les autres pharmaciens. « Pour moi, c'est une journée de 12 heures, mais ce n'est rien d'insurmontable. Et puis les filles [ndlr : les préparatrices] sont contentes, ça leur fait une rémunération supplémentaire ! ». « La garde, c'est une obligation professionnelle, et surtout un service de proximité. On est une antenne de soins. Les sites internet qui vendent des médicaments ne livrent pas le dimanche, les supermarchés sont fermés le dimanche. Mais nous, on est là », explique Sophie Reich.

## Des touristes "stupéfaits"

« La Petite-France, c'est quand même le coin le plus touristique de Strasbourg et regardez autour, le nombre de restos fermés, c'est pas bon », constate une employée d'un magasin de souvenirs de ce quartier. Le secteur du tourisme emploie 16 900 personnes dont près de 9700 rien qu'à Strasbourg. La durée moyenne d'un séjour à Strasbourg s'établit à 1,7 jour, souvent le week-end. Mais le dimanche, les touristes manquent de possibilités de sorties.

La ville se veut séductrice et « Eurooptimist » comme le vante sa communication. Mais de l'optimisme, il en faut aux touristes que l'on croise le dimanche, dans la Petite-France. Ils confient être surpris de voir si peu de restaurants et de bars ouverts.

Amanda Crowley, une Américaine de 38 ans en visite pour une semaine, se plaint du peu d'animation : « J'aimerais pouvoir choisir le café où je vais aller plutôt que de devoir vérifier celui qui est ouvert ». Shyam et Lakshmi Kumar, un couple d'Allemands, en est stupéfait. « En Allemagne aussi le dimanche c'est plus calme, mais on voit une énorme différence. Là-bas, on trouve de tout », précise Lakshmi Kumar. Et sa femme, Shyam, d'ajouter : « On est ici pour deux jours, et aujourd'hui, dimanche, à part marcher et se promener, on ne voit pas quoi faire. »



© Amanda Breuer Rivera / Cuej

■ Pascale, fleuriste au Bar des plantes, dans la Petite-France.



© Hélène Deplanque / Cuej

■ Guillaume, 31 ans, serveur Au Gutenberg.



© Amanda Breuer Rivera / Cuej

■ Sophie, 43 ans, pharmacienne à Strasbourg.

## Il n'y a rien à faire le dimanche

Faux. On peut aller explorer un des onze musées ouverts ce jour-là, flâner au Jardin des Deux-Rives, s'envoyer en l'air avec l'Aéroclub d'Alsace, s'initier à la bachata ou au stand-up, nager en plein air à la piscine du Wacken, grimper la tour de bois qui surplombe Kehl, chiner dans un vide-grenier, aller au théâtre, ou même faire du karting sur glace à l'Iceberg.

## Les magasins de bricolage ne veulent pas ouvrir

Vrai. La polémique qui a opposé les distributeurs de ce secteur aux pouvoirs publics en Ile-de-France n'a pas eu de répercussions au plan local. Contactés, certains magasins de bricolage ont expliqué ne pas souhaiter étendre leurs horaires d'ouverture au dimanche.

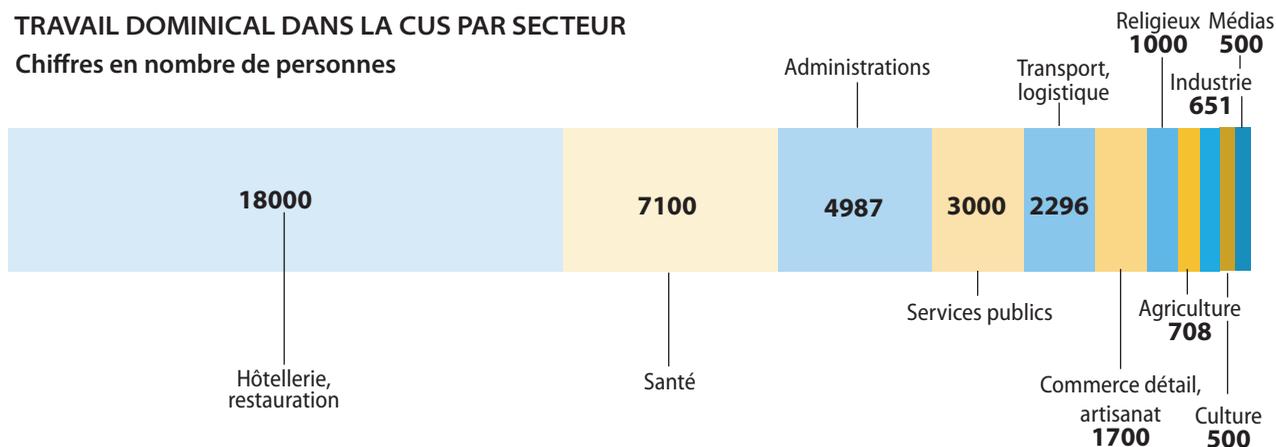
# De 15 à 20%

C'est le pourcentage de la population active de la CUS « susceptible » de travailler le dimanche. Ce chiffre n'indique pas le nombre de personnes qui travaillent effectivement chaque dimanche, mais la proportion d'entre elles qui peuvent être amenées à le faire en raison de leur secteur d'activité. La proportion augmente du fait de certains assouplissements réglementaires. L'ampleur exacte du phénomène est méconnue. Institut du droit local, Insee, Chambre de commerce et d'industrie, chambres des métiers : aucun organisme ne recense de manière exhaustive les actifs du dimanche. Seule certitude, on travaille moins dans la CUS que dans le reste de la France. Au niveau national, une étude de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) estime que 29% des salariés étaient concernés en 2011, contre 20% en 1990. Le projet de loi du gouvernement, qui doit être discuté courant 2014, pourrait accélérer le processus.

©Cuej infographies/Source: Cuej

## TRAVAIL DOMINICAL DANS LA CUS PAR SECTEUR

Chiffres en nombre de personnes



**5700 personnes travaillent le dimanche soit 47,5% des employés**



**32 supérettes autorisées à ouvrir le dimanche**



**Acteurs et techniciens, près d'une centaine de personnes, assurent les spectacles du TNS**



**Environ 320 employés sur 1600 peuvent travailler le dimanche**



**10 pharmacies de garde sont assurées dans la CUS, dont 4 à Strasbourg**



**35 personnes sont mobilisées sur les 4845 employés**

FIN 2012

L'inspection du travail attaque en justice sept supermarchés strasbourgeois pour travail dominical illégal.

24 juin 2013

Signature par Roland Ries d'un arrêté municipal autorisant l'ouverture des supérettes le dimanche pour une durée de cinq heures.

15 MAI 2013

Le tribunal des référés civils donne raison à l'inspection du travail. Les sept magasins devront rester fermés. Cinq d'entre eux sont condamnés à une amende de 10 000 euros, les deux autres 5000 euros.

6 janvier 2014

Accord entre syndicats et patronats en Alsace-Moselle qui réaffirme le dimanche comme jour chômé et prévoit des contreparties plus importantes pour les salariés travaillant dans le commerce.

# Et Kehl travaille le dimanche

*Fondé sur le même socle législatif, le travail dominical a évolué plus vite Outre-Rhin qu'en Alsace et permet aujourd'hui à plus de commerces d'ouvrir leurs portes.*

**J**e n'ai pas le droit de faire travailler des salariés le dimanche, mais en Allemagne, ils peuvent !, s'énerve le gérant d'un salon d'UV strasbourgeois. Strasbourg et Kehl, ce n'est qu'une seule ville. Les salons UV de Kehl sont ouverts le dimanche. Si moi je n'ouvre pas, c'est là-bas que mes clients vont. Et je risque de ne plus les revoir le reste de la semaine. » Le dimanche matin, son salon est donc bien ouvert. Mais le patron œuvre seul, au milieu de ses cabines de bronzage. Il soupire. « C'est dommage. J'ai tout le temps des étudiants qui viennent me demander si je ne peux pas les embaucher le dimanche. Mais la loi m'interdit de le faire. »

## Le droit allemand a évolué

Au siècle dernier pourtant, le droit allemand interdisait de faire travailler des salariés le dimanche. Le droit local d'Alsace-Moselle conserve ce principe. Seulement, depuis, le droit allemand a évolué, « plus vite que le droit français ! », assène le gérant. Et l'Allemagne dispose ainsi de plus de dérogations pour le travail dominical que l'Alsace-Moselle.

La preuve, avec le groupe de boulangerie-pâtisserie traiteur allemand Café Backhaus Dreher. « J'ai quinze cafés dans tout le Bade-Wurtemberg et un à Strasbourg. Au moins dix sont ouverts régulièrement le dimanche », précise Thomas Dreher, le patron de cette entreprise fondée à Kehl. Celui de Strasbourg en fait partie ; il est ouvert toute la journée le dimanche.



© Amanda Breuer Rivera/Cuej

« Nous sommes deux le matin et deux l'après-midi, détaille une employée qui confie ne pas toujours être ravie de travailler le dimanche. Mais on est payé 25% de plus. »

## Pas de compensation salariale

Quelques kilomètres plus loin vers l'est, dans un des six cafés Dreher de Kehl, les yeux des employés s'arrondissent quand on évoque la majoration de salaire en France. « Ici, nous sommes payés le dimanche exactement comme les autres jours », lance un employé allemand. Les différences ne s'arrêtent pas là. Les

■ **L'une des boutiques du boulanger-pâtissier Dreher, à Kehl.**

marchands de journaux allemands bénéficient d'une ouverture dominicale de six heures. Les boulangeries, les pâtisseries ainsi que les fleuristes sont autorisés à ouvrir régulièrement les dimanches et jours de fête. « Nous sommes ouverts tous les dimanches de l'année de 10h à 22h », précise Antonio Fuschetto, patron du café Pierod à Kehl. Dans notre métier, le dimanche est une journée très importante. »

Pour la totalité des magasins, Kehl s'en tient à une ouverture trois dimanches ou jours de fête par an. Le travail les dimanches de Pâques, de Pentecôte et de Noël est strictement prohibé, ainsi que lors des dimanches de l'Avent, à la différence, cette fois-ci, de l'Alsace et de Strasbourg.

## Rapport Bailly

Commandé par le Premier ministre à l'ancien dirigeant de La Poste, le rapport Bailly a été publié en décembre 2013. Le gouvernement pourrait s'en inspirer pour présenter une loi sur le sujet, courant 2014.

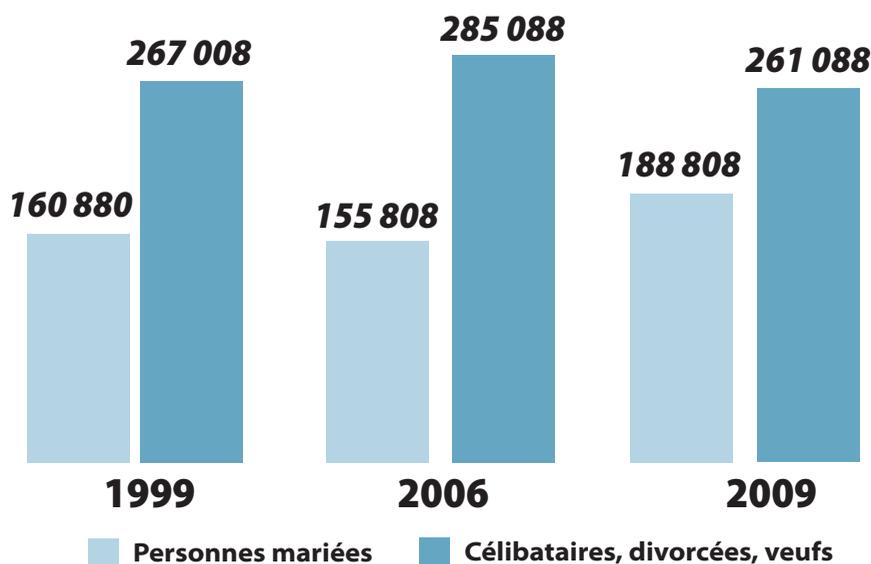
Le rapport Bailly propose de conserver le principe du repos le dimanche, mais suggère plus de flexibilité. Toutefois, comme une confirmation de la spécificité locale, l'Alsace-Moselle est exclue de la plupart des propositions. Seules celles qui porteraient de sept à douze le nombre de dimanche où les magasins pourraient ouvrir, sur accord des autorités, concernent la CUS.

**Dossier réalisé par :**  
**Hélène Deplanque**  
**Florian Litzler**  
**Baptiste Mathon**  
**Charles Thiallier**  
**Alexandra Zevallos-Ortiz**

# Dis moi oui, et combien

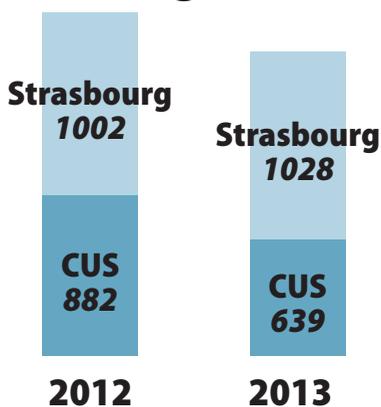
Permis par la loi sur le mariage, les unions entre personnes de même sexe accentuent les disparités entre Strasbourg et les autres communes.

## Situations maritales \*

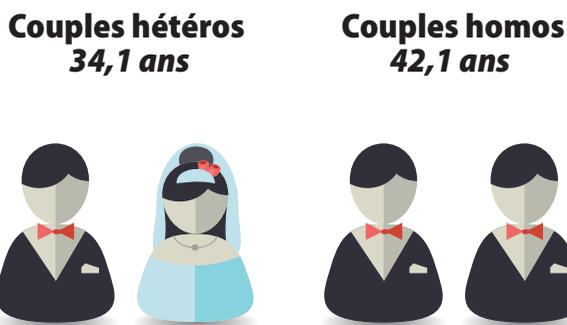


\* Pour les plus de 15 ans résidant dans l'aire urbaine de Strasbourg

## Les mariages hétéros



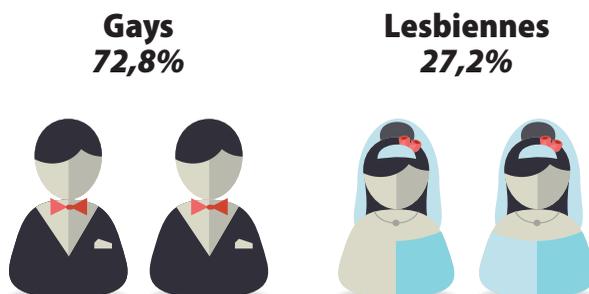
## L'âge moyen au mariage



## Les mariages homos en 2013



## Mariages de couple de même sexe



**D**epuis l'adoption de la loi sur le mariage pour tous, en juin 2013, 81 mariages entre couples de même sexe ont été célébrés dans la Communauté urbaine de Strasbourg, les deux-tiers dans la capitale alsacienne. Sur les 28 communes de la CUS, 17 n'ont célébré aucun mariage de ce type.

Pour les hétérosexuels, la proportion de couples mariés est moins élevée à Strasbourg que dans les autres communes. Cela s'explique par un plus grand nombre d'étudiants et de jeunes de moins de 15 ans dans la ville centre.

Avec 1667 mariages célébrés en 2013, la CUS se situe dans la moyenne nationale du nombre de mariages par habitant.

On note, comme dans le reste de la France, la faible proportion de mariage religieux. L'église catholique, la seule à disposer de statistiques, enregistre ainsi 274 unions pour l'année 2012 dans la CUS.

## Le prix de la cérémonie

**Bouquet de la mariée** *50 euros*

**Composition florale** *100 euros*

**Traiteur** *40 euros par personne*

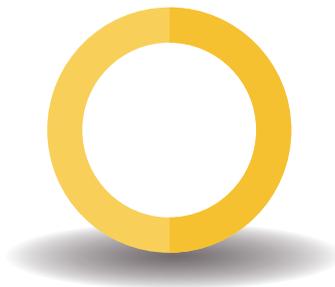
**Faire part** *5 euros par personne*

## Les essentiels du mariage

**Robe de mariée**  
*1000 euros*



**Alliance homme**  
*450 euros*



**Alliance femme**  
*350 euros*



### Mariés à tout prix

Envoi des faire-part, réservation de la salle, du traiteur... L'organisation des festivités peut s'avérer difficile. Au secours des futurs époux, les « wedding planners » (organiseurs de mariages) proposent leurs services pour coordonner les préparatifs et assister les mariés lors du grand jour. Un secteur en expansion, près d'une dizaine d'entreprises proposent leurs services dans l'agglomération strasbourgeoise. Mais la tranquillité a un prix : il faut payer en moyenne 2000 euros pour recourir à leurs bons offices.

# La CGT l'aime... et c'est un patron

Débarqué de SCA Packaging à Fegersheim en 2012, contre l'avis des salariés, Patrick Béranger dirige aujourd'hui la papeterie Lana à la Robertstau. Avec les mêmes méthodes hors-normes.

**T**onitruant », « phénoménal »... Les superlatifs ne manquent pas quand les anciens salariés et collaborateurs évoquent Patrick Béranger. L'homme, tout juste sexagénaire au costume-cravate impeccable, impose son style dès son entrée dans la pièce. « Allez on y va ! Qu'est ce que je peux faire pour vous ? » Patrick Béranger a voyagé. Beaucoup même. Allemagne, Pologne, Etats-Unis, Ecosse... Dans le cadre professionnel et sans jamais s'enraciner. « Les gens de ma génération ne bougeaient pas beaucoup. Quand un grand groupe en tenait un qui était d'accord pour s'expatrier, il ne le lâchait pas », relève-t-il.

## Une grève pour soutenir le patron

Début 2000, Patrick Béranger décide de rentrer en France et pose ses valises en Alsace. A Fegersheim plus précisément, pour prendre la tête de l'entreprise d'emballage SCA Packaging, à l'époque en grande difficulté. Ce qui devait être un passage éclair se transforme rapidement en une lune de miel prolongée. De ce mariage, un événement restera dans les mémoires. En mai 2012, après plus de dix ans à la tête d'une entreprise en restructuration, Patrick Béranger se fait remercier par la direction. Puis, se produit l'incroyable : la CGT déclenche une grève, suivie par 95% des salariés, pour garder le patron. Officiellement, le différend provient d'un accord d'intéressement signé par Patrick Béranger sans en informer sa direction et jugé par celle-ci trop favorable aux salariés. Selon une source proche du dossier, il s'agirait en réalité d'un désaccord stratégique en plus haut lieu. Un membre du comité d'entreprise de SCA Packaging revient sur la solidarité des salariés envers leur patron. « On avait l'impression qu'avec Béranger c'était : les actionnaires doivent toucher, les salariés aussi. » Lui, emploie plus volontiers l'expression « gagnant-gagnant » pour résumer sa philosophie des rapports entre actionnaires et salariés.



© Christiane Kraemer/Lana

■ Patrick Béranger, chef d'entreprise globe-trotter, a posé ses valises dans la Communauté urbaine de Strasbourg début 2000.

Originale aussi est sa gestion du personnel. « Moi, ma méthode, c'est la transparence. Je dis tout, que ça plaise ou non. » Comme un médecin, il fait le diagnostic de l'entreprise. Ensuite, il entame le processus de guérison. Quitte parfois à voler dans les plumes de certains. « Au début, c'était dur », peste un employé de la papeterie Lana à la Robertsau, entreprise qu'il dirige à présent. « Il gueulait comme un veau, c'était vraiment costaud... »

## « Je ne suis pas un magicien ! »

Mais, telles les deux faces d'une même pièce, Patrick Béranger est également décrit comme un homme ayant le cœur sur la main, qui dit les choses fortement, directement, mais à bon escient. Surtout, il a des résultats. « J'ai réussi à vendre 100 millions de boîtes de whisky quand j'étais en Ecosse », s'enorgueillit-il. Une ancienne employée de Fegersheim venue le rejoindre à Lana assure que « SCA Packaging perd de l'argent depuis qu'il a été débarqué. » Cependant tout n'est pas idyllique. A

Fegersheim en 2002, sur les 300 salariés en poste, seule une centaine a été gardée. Un gros contingent souhaitait partir, mais plus d'une centaine de personnes ont été licenciées. « Je ne suis pas magicien, rétorque-t-il. Il n'y avait pas d'argent, c'était ça ou rien. » Une telle personnalité ne laisse pas indifférent. Les griefs formulés à son encontre ont davantage trait à sa personnalité atypique qu'à sa rigueur professionnelle. « Lorsqu'on sortait du restaurant en voiture et qu'il était en seconde position, il prenait toujours un chemin différent des autres. S'il arrivait premier, il pouvait dire qu'il avait fait le bon choix et à l'inverse, s'il restait second, c'était parce qu'il était parti en seconde position », raconte, caustique, Bernard Joder, son ancien adjoint à la direction de Fegersheim. Et de poursuivre, « s'il fallait prendre un acteur de cinéma pour jouer son rôle, ce serait Gérard Depardieu. Et s'il fallait prendre un joueur de football, ce serait Eric Cantona. »

**Mark Ionesco**

**Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.**  
11 rue du Maréchal Juin  
CS 10068  
67046 Strasbourg  
Tél : 03 68 85 83 00  
<http://cuej.unistra.fr>  
<http://cuej.info>

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :**  
Nicole Gauthier

**ENCADREMENT :**  
Pascal Bastien,  
Catherine Daudenhan,  
Daniel Muller,  
Alain Peter

**RÉDACTEUR EN CHEF :**  
Baptiste Mathon

**ICONOGRAPHIE :**  
Amanda Breuer  
Rivera

**RÉALISATION :**  
Raphaël Boukandoura  
Alexis Boyer  
Amanda Breuer  
Rivera  
Myriam Déborbe  
Hélène Deplanque  
Neyran Elden  
Maud Lescoffit  
Florian Litzler  
Baptiste Mathon  
Mark Ionesco  
Gabriel Pornet  
Raphaële Taquard  
Charles Thiallier  
Alexandra Zevallos  
Ortiz

**PHOTO DE UNE :**  
Baptiste Mathon

**INFOGRAPHIE :**  
Raphaël Boukandoura  
Amanda Breuer  
Rivera  
Neyran Elden  
Florian Litzler  
Baptiste Mathon

**IMPRESSION :**  
Valblor, Illkirch  
ISSN 2268-7602.